

Bijlage - Weddeschaal op jaarbasis (index 138.01)

0	0,00	31.797,68
1	663,91	32.461,59
2	663,91	33.125,49
3	663,91	33.789,40
4	663,91	34.453,31
5	663,91	35.117,21
6	663,91	35.781,12
7	663,91	36.445,03
8	663,91	37.108,93
9	663,91	37.772,84
10	663,91	38.436,75
11	663,91	39.100,65
12	663,91	39.764,56
13	663,91	40.428,47
14	663,91	41.092,37
15	663,91	41.756,28
16	663,91	42.420,19
17	663,91	43.084,09
18	663,91	43.748,00
19	663,91	44.411,91
20	663,91	45.075,82
21	663,91	45.739,72
22	664,08	46.403,80

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2010 tot vastlegging van de weddeschaal van de gewestelijke ontvangers overeenkomstig artikel 1124-37 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Namen, 2 september 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en van Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3233

[2010/204785]

**2 SEPTEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux prestations réduites pour raisons médicales**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 avril 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 avril 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 2010;

Vu le protocole de négociation n° 538 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 7 mai 2010;

Vu l'avis n° 48.307/2 du Conseil d'Etat, donné le 21 mai 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions, donné le 23 juillet 2010;

Considérant qu'il convient d'aligner le régime de prestations réduites pour raisons médicales des agents de la Région wallonne sur celui des agents fédéraux, tel que réglementé par l'arrêté royal du 7 octobre 2009 portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives aux prestations réduites pour raisons médicales pour les membres du personnel des administrations de l'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 215 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'agent qui ne donne pas suite à l'invitation à reprendre le travail visée à l'article 418 se trouve de plein droit en non-activité ».

Art. 2. Dans l'article 373, § 1^{er}, alinéa 2, 7^o, du même arrêté, les mots "à l'exception des congés pour prestations réduites pour maladie" sont supprimés.

Art. 3. Dans le livre III, chapitre IX, du même arrêté, la section II, comprenant les articles 414 à 418, est remplacée par ce qui suit :

« *Section II. — Prestations réduites pour raisons médicales*

Art. 414. L'agent peut demander d'exercer sa fonction dans le cadre de prestations réduites pour raisons médicales :

1^o en vue de se réadapter au rythme de travail normal, après une absence ininterrompue pour maladie d'au moins trente jours;

2^o lorsque, suite à une inaptitude médicale de longue durée, il est empêché de travailler à temps plein après une absence ininterrompue pour maladie d'au moins trente jours.

L'appréciation de la situation médicale de l'agent et l'octroi de prestations réduites pour raisons médicales sont assurés par un médecin de l'administration de l'Expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

Art. 415. § 1^{er}. L'agent visé à l'article 414, alinéa 1^{er}, 1^o, peut reprendre ses fonctions à concurrence de 50 % , 60 % ou 80 % de ses prestations normales pour une période de maximum trois mois.

Les prestations réduites peuvent être accordées pour une période d'un mois. Des prolongations peuvent être accordées, tout au plus, pour une période équivalente, si l'administration de l'Expertise médicale estime lors d'un nouvel examen que l'état de santé de l'agent le justifie. Les dispositions de l'article 417 sont applicables.

§ 2. L'agent visé à l'article 414, alinéa 1^{er}, 2^o, peut reprendre ses fonctions à concurrence de 50 % , 60 % ou 80 % de ses prestations normales pour une période de maximum douze mois, à moins que le médecin de l'administration de l'Expertise médicale estime que le nouvel examen doit avoir lieu plus tôt.

Des prolongations peuvent être accordées pour tout au plus douze mois, si l'administration de l'Expertise médicale estime lors d'un nouvel examen que l'état de santé de l'agent le justifie. Les dispositions de l'article 417 sont d'application.

§ 3. A chaque examen, le médecin de l'administration de l'Expertise médicale juge si l'agent est apte à prester 50 % , 60 % ou 80 % de ses prestations normales.

Au cours d'une période de prestations réduites pour raisons médicales, l'agent visé au § 2 peut demander un nouvel examen médical auprès de l'administration de l'Expertise médicale en vue d'adapter son régime de travail.

§ 4. Les prestations réduites visées au § 1^{er} s'effectuent tous les jours, à moins que le médecin de l'administration de l'Expertise médicale en décide autrement.

Les prestations réduites visées au § 2 s'effectuent selon une répartition des prestations sur la semaine, conformément à l'avis du médecin de l'administration de l'Expertise médicale.

Art. 416. § 1^{er}. Sont considérées comme congé les absences de l'agent lorsqu'il effectue des prestations réduites en application des articles 414 à 418. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

§ 2. L'agent visé à l'article 414, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, bénéficie de son traitement complet pour les trois premiers mois des prestations réduites pour raisons médicales.

L'agent visé à l'article 414, alinéa 1^{er}, 2^o, bénéficie à partir du quatrième mois du traitement dû pour les prestations réduites, augmenté de 60 % du traitement qui aurait été dû pour les prestations non fournies.

§ 3. Le congé pour prestations réduites pour raisons médicales est suspendu dès que l'agent obtient ou est absent pour l'une des causes suivantes :

1^o un congé de maternité;

2^o un congé de paternité;

3^o un congé d'accueil en vue de l'adoption;

4^o un congé parental;

5^o un congé pour interruption de la carrière professionnelle;

6^o des congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales;

7^o la semaine volontaire de quatre jours;

8^o le départ anticipé à mi-temps.

L'autorisation d'effectuer des prestations réduites pour raisons médicales est temporairement interrompue lors d'une absence pour maladie, pour un accident du travail, pour un accident sur le chemin du travail et pour une maladie professionnelle.

Art. 417. § 1^{er}. L'agent qui désire bénéficier des prestations réduites pour raisons médicales doit avoir obtenu l'avis du médecin de l'administration de l'Expertise médicale au moins cinq jours ouvrables avant le début des prestations réduites.

L'agent visé à l'article 414, alinéa 1^{er}, 1^o, doit produire un certificat médical et un plan de réintégration établis par son médecin traitant. Dans le plan de réintégration, le médecin traitant mentionne la date probable de reprise intégrale du travail.

L'agent visé à l'article 414, alinéa 1^{er}, 2^o, doit produire un rapport médical circonstancié, établi par un médecin spécialiste.

§ 2. Le médecin de l'administration de l'Expertise médicale se prononce sur l'aptitude médicale de l'agent à reprendre ses fonctions à concurrence de 50 % , 60 % ou 80 % de ses prestations normales. Il remet aussi rapidement que possible, le cas échéant, après avoir consulté le médecin traitant visé à l'article 417, § 1^{er}, ses constatations écrites à l'agent.

§ 3. Après la remise des constatations par le médecin de l'administration de l'Expertise médicale dans le cadre d'une demande de prestations réduites pour raisons médicales visées à l'article 414, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, l'agent peut désigner un médecin-arbitre de commun accord avec l'administration de l'Expertise médicale, dans les deux jours ouvrables qui suivent la remise des constatations en vue de régler le litige médical. Si aucun accord ne peut être conclu dans les deux jours ouvrables, l'agent peut désigner, en vue de régler le litige médical, un médecin-arbitre qui satisfait aux dispositions de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle et figure sur la liste fixée en exécution de la loi précitée.

Le médecin-arbitre effectue l'examen médical et statue sur le litige médical dans les trois jours ouvrables qui suivent sa désignation. Toute autre constatation demeure couverte par le secret professionnel.

Les frais de cette procédure ainsi que les éventuels frais de déplacement de l'agent sont à charge de la partie qui n'obtient pas gain de cause.

Le médecin-arbitre porte sa décision à la connaissance de celui qui a délivré le certificat médical et du médecin de l'administration de l'Expertise médicale. L'administration de l'Expertise médicale et l'agent en sont immédiatement avertis par lettre recommandée à la poste par le médecin-arbitre.

Art. 418. Si l'administration de l'Expertise médicale estime qu'un agent absent pour cause de maladie est apte à reprendre l'exercice de ses fonctions à concurrence de 50 % , 60 % ou 80 % de ses prestations normales, elle en informe le directeur général de la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales (DGT1) qui invite l'agent à reprendre le travail. »

Art. 4. Dans l'article 463 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots "sauf pour des raisons de santé" sont supprimés.

Art. 5. Dans l'article 472 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots "sauf pour raisons de santé" sont supprimés.

Art. 6. Le présent arrêté est également applicable aux prestations réduites pour raisons médicales demandées à partir du 1^{er} novembre 2009, sauf opposition de l'intéressé à cette rétroactivité.

Le médecin de l'administration de l'Expertise médicale peut fixer un délai plus court que le délai de trente jours visé dans l'article 414 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, pour les demandes introduites avant le 1^{er} février 2010, dans les cas où l'agent a déjà obtenu des prestations réduites pour maladie après le 31 octobre 2007.

Art. 7. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 septembre 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 3233

[2010/204785]

2. SEPTEMBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung betreffend verkürzte Leistungen aus ärztlichen Gründen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87 § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 20. April 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 26. April 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. April 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 7. Mai 2010 aufgestellten Protokolls Nr. 538 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 21. Mai 2010 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 48.307/2 des Staatsrats;

Aufgrund des am 23. Juli 2010 gegebenen Einverständnisses des föderalen Ministers für Pensionen;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die Regelung über verkürzte Leistungen aus ärztlichen Gründen für die Bediensteten der Wallonischen Region an diejenige für die föderalen Bediensteten anzugleichen, die auf dem Königlichen Erlass vom 7. Oktober 2009 zur Abänderung verschiedener verordnungsrechtlicher Bestimmungen betreffend verkürzte Leistungen aus ärztlichen Gründen für die Personalmitglieder der Staatsverwaltungen beruht;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 215 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Der Bedienstete, der in Artikel 418 genannten Aufforderung zur Wiederaufnahme der Arbeit nicht Folge leistet, befindet sich von Rechts wegen im Stand der Nichtaktivität».

Art. 2 - In Artikel 373 § 1 Absatz 2 Nr. 7° desselben Erlasses wird der Wortlaut „, mit Ausnahme des Urlaubs wegen verkürzter Dienstleistungen wegen Krankheit“ gestrichen.

Art. 3 - In Buch III, Kapitel IX desselben Erlasses wird der Abschnitt II, der die Artikel 414 bis 418 umfasst, durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

«*Abschnitt II* — Verkürzte Leistungen aus ärztlichen Gründen

Art. 414 - Der Bedienstete kann die Ausübung seines Amtes im Rahmen von verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen beantragen:

1° um sich nach einer ununterbrochenen Abwesenheit von mindestens dreißig Tagen wegen Krankheit an den normalen Arbeitsrhythmus wieder anzupassen;

2° wenn er anschließend an eine langzeitige medizinische Untauglichkeit daran verhindert wird, nach einer ununterbrochenen Abwesenheit von mindestens dreißig Tagen wegen Krankheit vollzeitig zu arbeiten.

Die Beurteilung der medizinischen Lage des Bediensteten und die Gewährung von verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen werden von einem Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise des Föderalen Öffentlichen Dienstes Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt veranlasst.

Art. 415 - § 1 - Der in Artikel 414 Absatz 1 1° genannte Bedienstete kann sein Amt zu 50%, 60% oder 80% seiner normalen Leistungen für einen Zeitraum von höchstens drei Monaten wiederaufnehmen.

Verkürzte Leistungen können für einen Zeitraum von einem Monat gewährt werden. Verlängerungen können höchstens für einen gleich langen Zeitraum gewährt werden, wenn die Verwaltung der medizinischen Expertise bei einer neuen Untersuchung der Ansicht ist, dass der Gesundheitszustand des Bediensteten dies rechtfertigt. Die Bestimmungen von Artikel 417 sind anwendbar.

§ 2 - Der in Artikel 414 Absatz 1 Nr. 2° genannte Bedienstete kann sein Amt zu 50%, 60% oder 80% seiner normalen Leistungen für einen Zeitraum von höchstens zwölf Monaten wiederaufnehmen, es sei denn der Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise ist der Ansicht, dass die neue Untersuchung früher stattfinden muss.

Verlängerungen können höchstens für zwölf Monate gewährt werden, wenn die Verwaltung der medizinischen Expertise bei einer neuen Untersuchung der Ansicht ist, dass der Gesundheitszustand des Bediensteten dies rechtfertigt. Die Bestimmungen von Artikel 417 sind anwendbar.

§ 3 - Bei jeder Untersuchung beurteilt der Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise, ob der Bedienstete im Stande ist, sein Amt zu 50%, 60% oder 80% der normalen Leistungen wiederaufzunehmen.

Während einer Periode der verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen kann der in § 2 genannte Bedienstete eine neue ärztliche Untersuchung bei der Verwaltung der medizinischen Expertise beantragen, um seine Arbeitszeitregelung anzupassen.

§ 4 - Die in § 1 genannten verkürzten Leistungen werden jeden Tag erbracht, außer wenn der Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise anders entscheidet.

Die in § 2 genannten verkürzten Leistungen finden gemäß einer Verteilung der Leistungen über die Woche statt, die dem Gutachten des Arztes der Verwaltung der medizinischen Expertise Rechnung trägt.

Art. 416 - § 1 - Wenn der Bedienstete in Anwendung der Artikel 414 bis 418 verkürzte Leistungen erbringt, werden seine Abwesenheiten als Urlaub betrachtet. Dieser Urlaub wird einer Dienststätigkeitsperiode gleichgestellt.

§ 2 - Der in Artikel 414 Absatz 1 Nr. 1° und 2° genannte Bedienstete erhält sein ganzes Gehalt für die ersten drei Monate der verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen.

Der in Artikel 414 Absatz 1 Nr. 2° genannte Bedienstete erhält ab dem vierten Monat den für die verkürzten Leistungen geschuldeten Gehalt zuzüglich 60% des Gehalts, der für die nicht erbrachten Leistungen geschuldet wäre.

§ 3. Der Urlaub wegen verkürzter Leistungen aus ärztlichen Gründen wird ausgesetzt, sobald der Bedienstete einen der folgenden Urlaube erhält oder wegen eines der folgenden Urlaube abwesend ist:

1° Mutterschaftsurlaub;

2° Vaterschaftsurlaub;

3° Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption;

4° Elternurlaub;

5° Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn;

6° Urlaub wegen verkürzter Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen;

7° freiwillige Viertageweche;

8° vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit.

Die Erlaubnis zur Erbringung von verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen wird zeitweilig unterbrochen im Falle einer Abwesenheit wegen Krankheit, wegen eines Arbeitsunfalls, wegen eines Unfalls auf dem Arbeitswege und wegen einer Berufskrankheit.

Art. 417 - § 1 - Der Bedienstete, der in den Genuss von verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen gelangen möchte, muss das Gutachten des Arztes der Verwaltung der medizinischen Expertise mindestens fünf Werktage vor dem Anfang der verkürzten Leistungen erhalten haben.

Der in Artikel 414 Absatz 1 Nr. 1° genannte Bedienstete muss ein ärztliches Attest und einen Wiederaufnahmeplan, die durch seinen behandelnden Arzt aufgestellt wurden, vorlegen. Der behandelnde Arzt gibt im Wiederaufnahmeplan das wahrscheinliche Datum der vollständigen Wiederaufnahme der Arbeit an.

Der in Artikel 414 Absatz 1 Nr. 2° genannte Bedienstete muss einen ausführlichen ärztlichen Bericht, die durch einen Facharzt aufgestellt wurde, vorlegen.

§ 2 - Der Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise befindet über die medizinische Eignung des Bediensteten hinsichtlich der Wiederaufnahme seines Amtes zu 50%, 60% oder 80% seiner normalen Leistungen. Nachdem er sich ggf. mit dem in Artikel 417 § 1 genannten behandelnden Arzt beraten hat, übermittelt er so schnell wie möglich dem Bediensteten seine schriftlichen Feststellungen.

§ 3 - Nachdem der Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise im Rahmen eines Antrags auf verkürzte Leistungen aus ärztlichen Gründen nach Artikel 414 Absatz 1 Nr. 1^o und 2^o die Feststellungen übermittelt hat, kann der Bedienstete im Einvernehmen mit der Verwaltung der medizinischen Expertise binnen zwei Werktagen nach der Übermittlung der Feststellungen einen Schiedsarzt bestellen, um die medizinische Streitsache beizulegen. Wenn keine Vereinbarung innerhalb von zwei Werktagen getroffen wird, kann der Bedienstete einen Schiedsarzt bezeichnen, der den Bestimmungen des Gesetzes vom 13. Juni 1999 über die Kontrollmedizin genügt und der auf der in Ausführung des vorgenannten Gesetzes festgelegten Liste steht, um die medizinische Streitsache beizulegen.

Der Schiedsarzt führt die medizinische Untersuchung durch und befindet über die medizinische Streitsache innerhalb von drei Werktagen nach seiner Bestellung. Jede andere Feststellung bleibt vom Berufsgeheimnis gedeckt.

Die Kosten dieses Verfahrens sowie die eventuellen Fahrtkosten des Bediensteten gehen zu Lasten der unterlegenen Partei.

Der Schiedsarzt setzt denjenigen, der das ärztliche Attest ausgestellt hat, und den Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise von seinem Beschluss zur Kenntnis. Der Schiedsarzt informiert unmittelbar die Verwaltung der medizinischen Expertise und den Bediensteten darüber per bei der Post aufgegebenes Einschreiben.

Art. 418 - Wenn die Verwaltung der medizinischen Expertise der Ansicht ist, dass ein wegen Krankheit abwesender Bediensteter dazu im Stande ist, sein Amt zu 50%, 60% oder 80% seiner normalen Leistungen wiederaufzunehmen, benachrichtigt sie den Generaldirektor der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und Allgemeine Angelegenheiten (DGT1), der den Bediensteten dazu auffordert, die Arbeit wieder aufzunehmen.»

Art. 4 - In Artikel 463 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird der Wortlaut "außer aus gesundheitlichen Gründen" gestrichen.

Art. 5 - In Artikel 472 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird der Wortlaut "außer aus gesundheitlichem Grund" gestrichen.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass ist ebenfalls auf die verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen anwendbar, die ab dem 1. November 2009 beantragt wurden, außer wenn sich der betroffene Bedienstete dagegen äußert.

Für vor dem 1. Februar 2010 eingereichte Anträge kann der Arzt der Verwaltung der medizinischen Expertise in den Fällen, wo der Bedienstete bereits nach dem 31. Oktober 2007 verkürzte Leistungen aus ärztlichen Gründen erhalten hat, einen kürzeren Zeitraum als denjenigen festlegen, der in Artikel 414 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes genannt wird.

Art. 7 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. September 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 3233

[2010/204785]

2 SEPTEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de verminderde prestaties om medische redenen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 april 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 april 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 2010;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 538 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 7 mei 2010;

Gelet op het advies nr. 48.307/2 van de Raad van State, gegeven op 21 mei 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de instemming van de Federale Minister van Pensioenen, gegeven op 23 juli 2010;

Overwegende dat het stelsel van de verminderde prestaties om medische redenen van de personeelsleden van het Waalse Gewest in overeenstemming gebracht moet worden met dat van de federale ambtenaren, zoals geregeld bij het koninklijk besluit van 7 oktober 2009 houdende wijzigingen van diverse reglementaire bepalingen betreffende de verminderde prestaties wegens medische redenen voor de personeelsleden van de rijksbesturen;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 215 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt aangevuld met volgend lid:

« Het personeelslid dat niet ingaat op het in artikel 418 bedoelde verzoek tot werkhervatting verkeert van rechtswege in non-activiteit ».

Art. 2. In artikel 373, § 1, tweede lid, 7°, van hetzelfde besluit worden de woorden "met uitzondering van het verlof voor verminderde prestaties om medische redenen" geschrapt.

Art. 3. In boek III, hoofdstuk IX, van hetzelfde besluit wordt afdeling II, dat de artikelen 414 tot 418 inhoudt, vervangen als volgt :

« Afdeling II. — Verminderde prestaties om medische redenen

Art. 414. Het personeelslid mag vragen om zijn ambt in het kader van verminderde prestaties om medische redenen uit te oefenen :

1° om zich opnieuw aan te passen aan het normale arbeidsritme na een ononderbroken afwezigheid wegens ziekte van ten minste dertig dagen;

2° wanneer hij wegens een langdurige medische ongeschiktheid verhinderd is voltijds te werken na een ononderbroken afwezigheid wegens ziekte van tenminste dertig dagen.

De medische toestand van het personeelslid wordt beoordeeld door een arts van de administratie van de medische expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, die ook instemt met de verminderde prestaties om medische redenen.

Art. 415. § 1. Het personeelslid bedoeld in artikel 414, eerste lid, 1°, kan zijn ambt opnieuw opnemen ten belope van 50 % , 60 % of 80 % van zijn normale prestaties voor een periode van maximum drie maanden.

De verminderde prestaties mogen worden toegestaan voor een periode van één maand. Verlengingen mogen worden toegestaan voor ten hoogste dezelfde periode indien de administratie van de medische expertise bij een nieuw onderzoek oordeelt dat de gezondheidstoestand van het personeelslid dit wettigt. De bepalingen van artikel 417 zijn toepasselijk.

§ 2. Het personeelslid bedoeld in artikel 414, eerste lid, 2°, kan zijn ambt opnieuw opnemen ten belope van 50 % , 60 % of 80 % van zijn normale prestaties voor een periode van maximum twaalf maanden, tenzij de arts van de administratie van de medische expertise oordeelt dat het nieuwe onderzoek vroeger moet plaatsvinden.

Verlengingen mogen worden toegestaan voor ten hoogste twaalf maanden indien de administratie van de medische expertise bij een nieuw onderzoek oordeelt dat de gezondheidstoestand van het personeelslid dit wettigt. De bepalingen van artikel 417 zijn toepasselijk.

§ 3. Bij elk onderzoek oordeelt de arts van de administratie van de medische expertise of het personeelslid geschikt is om 50 % , 60 % of 80 % van zijn normale prestaties te verrichten.

Tijdens een periode van verminderde prestaties om medische redenen kan het in § 2 bedoelde personeelslid een nieuw medisch onderzoek aanvragen bij de administratie van de medische expertise met het oog op de aanpassing van zijn arbeidsstelsel.

§ 4. De verminderde prestaties bedoeld in § 1 worden dagelijks verricht, tenzij de arts van de administratie van de medische expertise er anders over beslist.

De verminderde prestaties bedoeld in § 2 worden verricht volgens een verdeling van de prestaties over de week, conform het advies van de arts van de administratie van de medische expertise.

Art. 416. § 1. De afwezigheden van een personeelslid dat verminderde prestaties verricht overeenkomstig de artikelen 414 tot 418, worden als verlof beschouwd. Dat verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 2. Het personeelslid bedoeld in artikel 414, eerste lid, 1° en 2°, geniet zijn volledige wedde voor de eerste drie maanden van de verminderde prestaties om medische redenen.

Het personeelslid bedoeld in artikel 414, eerste lid, 1° en 2°, geniet vanaf de vierde maand de wedde die verschuldigd is voor de verminderde prestaties, vermeerderd met 60 % van de wedde die verschuldigd zou zijn voor de prestaties die niet worden verricht.

§ 3. Het verlof wegens verminderde prestaties om medische redenen wordt geschorst zodra de ambtenaar in aanmerking komt voor één van de volgende verloven :

1° een bevallingsverlof;

2° een vaderschapsverlof;

3° een verlof voor de opvang met het oog op adoptie;

4° een ouderschapsverlof;

5° een verlof wegens beroepsloopbaanonderbreking;

6° een verlof wegens verminderde prestaties verantwoord door sociale of familiale redenen;

7° de vrijwillige vierdagenweek;

8° de vervroegde uittreding.

De machtiging om verminderde prestaties wegens medische redenen te verrichten wordt tijdelijk onderbroken in geval van afwezigheid wegens ziekte, arbeidsongeval, een ongeval op de weg van en naar het werk en een beroepsziekte.

Art. 417. § 1. Het personeelslid dat in aanmerking wenst te komen voor verminderde prestaties om medische redenen moet minstens vijf werkdagen vóór de aanvang ervan het advies van de arts van de administratie van de medische expertise inwinnen.

Het personeelslid bedoeld in artikel 414, eerste lid, 1^o, moet een geneeskundig getuigschrift en een herintegratieplan van zijn huisarts overleggen. In het herintegratieplan vermeldt de huisarts de vermoedelijke datum van de volledige werkhervatting.

Het personeelslid bedoeld in artikel 414, eerste lid, 2^o, moet een omstandig geneeskundig verslag van een geneesheer-specialist overleggen.

§ 2. De arts van de administratie van de medische expertise spreekt zich uit over de medische geschiktheid van het personeelslid om zijn ambt ten belope van 50 % , 60 % of 80 % van zijn normale prestaties weer op te nemen. Hij maakt zijn geschreven bevindingen zo spoedig mogelijk aan het personeelslid over, eventueel na raadpleging van de huisarts bedoeld in artikel 417, § 1.

§ 3. Na overmaking van de bevindingen door de arts van de administratie van de medische expertise in het kader van een aanvraag voor verminderde prestaties om medische redenen bedoeld in artikel 414, eerste lid, 1^o en 2^o, kan het personeelslid, in samenspraak met de administratie van de medische expertise, binnen twee werkdagen na de overmaking een arts-scheidsrechter aanwijzen om het medische geschil te beslechten. Indien geen akkoord kan worden bereikt binnen twee werkdagen, kan het personeelslid, ten einde het medisch geschil te beslechten, een arts-scheidsrechter aanwijzen die voldoet aan de bepalingen van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controle geneeskunde en die voorkomt op de lijst die ter uitvoering van voornoemde wet is vastgelegd.

De arts-scheidsrechter voert het medisch onderzoek uit en beslist binnen drie werkdagen na zijn aanwijzing over het medisch geschil. Elke andere vaststelling blijft onder het beroepsgeheim.

De kosten van deze procedure, alsmede de eventuele verplaatsingskosten van het personeelslid, vallen ten laste van de in het ongelijk gestelde partij.

De arts-scheidsrechter deelt zijn beslissing mee aan de persoon die het geneeskundig getuigschrift heeft afgeleverd en aan de arts van de administratie van de medische expertise. De administratie van de medische expertise en het personeelslid worden onmiddellijk bij ter post aangetekend schrijven verwittigd door de arts-scheidsrechter.

Art. 418. Indien de administratie van de medische expertise van oordeel is dat een personeelslid geschikt is om zijn ambt weer op te nemen ten belope van 50 % , 60 % of 80 % van zijn normale prestaties, dan geeft ze daarvan kennis aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken (DGT1), die het personeelslid verzoekt tot werkhervatting. »

Art. 4. In artikel 463 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "behalve om gezondheidsredenen" geschrapt.

Art. 5. In artikel 472 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "behalve om gezondheidsredenen" geschrapt.

Art. 6. Dit besluit is ook toepasselijk op de verminderde prestaties om medische redenen die na 1 november 2009 aangevraagd werden, tenzij betrokkene zich tegen die retroactiviteit verzet.

Voor de aanvragen ingediend voor 1 februari 2010 kan de arts van de administratie van de medische expertise voorzien in een kortere termijn dan de termijn van dertig dagen bedoeld in artikel 414 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode indien het personeelslid reeds verminderde prestaties wegens ziekte heeft genoten na 31 oktober 2007.

Art. 7. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 september 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET